



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Unité bidépartementale
du Calvados et de la Manche

ARRÊTÉ **portant levée d'une mise en demeure et abrogation d'une mesure de consignation** **à l'encontre de la société FE FRENOUVILLE pour son parc éolien** **situé sur le territoire de la commune de Frénouville**

LE PRÉFET,

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1, L. 514-5, L. 515-46 et R. 515-101 à R. 515-103 ;

VU le Code de justice administrative, notamment son article R. 311-5 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 121-1 et L. 211-2 ;

VU le décret n° 2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2006 portant délivrance du permis de construire n° PC1428706R0001 relatif aux six aérogénérateurs historiques et au poste de livraison du parc éolien de Frénouville ;

VU le récépissé préfectoral accordant le bénéfice de l'antériorité à la société FE FRENOUVILLE en date du 19 juin 2015 pour l'exploitation du parc éolien (6 aérogénérateurs de 2 MW, 1 poste de livraison) situé sur la commune de Frénouville ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2025 mettant en demeure la société FE FRENOUVILLE de respecter les dispositions des articles L. 515-46 et R. 515-101 du Code de l'environnement et de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, en actualisant le montant des garanties financières et en transmettant un document conforme dans un délai de sept jours ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2026 pris en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, portant consignation d'une somme à l'encontre de la société FE FRENOUVILLE ;

VU le courriel de la société FE FRENOUVILLE du 19 mars 2026 transmettant un acte de caution solidaire ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 24 mars 2026, transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courriel du 26 mars 2026 transmettant à l'exploitant le projet d'arrêté dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai de quinze jours suivant la transmission du projet d'arrêté dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que la société FE FRENOUVILLE (SIRET : 499 295 152 00023) dont le siège social est situé Parc de la Haute Borne - 5 rue Horus - 59491 Villeneuve d'Ascq, exploite un parc éolien

sur la commune de Frénouville, soumis à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'en application des articles L. 515-46 et R. 515-101 à R. 515-103 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu de constituer et de maintenir des garanties financières destinées à couvrir les opérations de démantèlement et de remise en état du site ;

CONSIDÉRANT que les garanties financières initialement constituées sont arrivées à échéance le 24 août 2025 sans avoir été renouvelées dans les délais requis ;

CONSIDÉRANT que ce manquement a conduit à l'édiction de l'arrêté préfectoral de consignation du 16 janvier 2026 susvisé ;

CONSIDÉRANT que, par courriel du 19 mars 2026, la société FE FRENOUVILLE a transmis un acte de caution solidaire émanant de la société Balcia Insurance SE, daté du 25 février 2026, couvrant la période du 24 août 2025 au 23 août 2028 pour un montant de 384 426 € ;

CONSIDÉRANT que cet acte constitue une garantie financière conforme aux exigences des articles L. 515-46 et R. 515-101 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la régularisation est intervenue avant mise en recouvrement effective des sommes consignées ;

CONSIDÉRANT que la société FE FRENOUVILLE a satisfait aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que, par suite de cette régularisation, les mesures de consignation prévues par l'arrêté du 16 janvier 2026 ne sont plus justifiées ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en conséquence, de lever la mise en demeure et d'abroger l'arrêté de consignation susvisés ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Levée de la mise en demeure

La société FE FRENOUVILLE, exploitant le parc éolien sis lieux-dits Les Coconnières et Le Buisson - 14630 Frénouville, a satisfait aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2025 susvisé. En conséquence, la mise en demeure est levée.

ARTICLE 2 : Abrogation de la consignation

L'arrêté préfectoral du 16 janvier 2026 portant consignation d'une somme de trois cent quatre-vingt-quatre mille quatre cent vingt-six euros (384 426 €) à l'encontre de la société FE FRENOUVILLE est abrogé.

ARTICLE 3 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux de pleine juridiction devant la cour administrative d'appel de Nantes, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R. 311-5 du Code de justice administrative. Ce recours doit être introduit dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

La juridiction administrative peut être saisie par voie électronique au moyen de l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société FE FRENOUVILLE par courrier recommandé avec accusé de réception.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans le Calvados pendant une durée minimale de deux mois, en vue de l'information des tiers.

Une copie est adressée au maire de la commune de Frénouville.

ARTICLE 5 : Exécution

Le Secrétaire général, le Directeur régional des finances publiques de Normandie et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 14/4/2026

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,



Stéphane SINAGOGA